Volume 1 • Numéro 4

VIRAGE express

UNE ÉVALUATION POSITIVE DE CES JOURNÉES NATIONALES

Environ 40 p. 100 des participantes et des participants ont rempli le formulaire d'évaluation qui leur avait été remis. Sur le contenu même de la rencontre, près de 9 personnes sur 10 ont fait part de leur enthousiasme et de leur satisfaction! D'ailleurs, on est favorable dans une proportion de 96 p. 100 à l'organisation de rencontres similaires au cours de la prochaine année scolaire... ce qui sera fait (il y en aura tout probablement trois, dont la première se tiendra à Québec à la fin de novembre).

Les commentaires recueillis sont toujours analysés en détail par le Ministère, ce qui permettra de corriger le tir, au besoin, à l'occasion des rencontres à venir. ■

Un premier atelier a porté sur le Programme de formation, un document dont la version provisoire (donc non encore approuvée par le ministre) a été remise à chaque participant et participante. Les commentaires formulés sur le document ont été nombreux.

Sur le fonds même du Programme, on a pu constater qu'il existait encore une certaine incompréhension ou une certaine confusion à l'égard du terme « compétence ».

Certains souhaitent un document plus accessible, présenté de façon attrayante. On a rappelé que, pour sécuriser le personnel enseignant, il serait bon de partir de son vécu. Une mise en garde a été formulée sur le danger de présenter une liste d'activités trop exhaustive; le

2007-02769/

danger appréhendé est que le personnel enseignant tente de les prendre toutes en compte et perde ainsi de vue l'essentiel.

On souhaite tout de même que des exemples soient présentés dans le document d'accompagnement. Les modèles de situations d'apprentissage qu'on y trouvera devraient être simples et facilement applicables.

On s'est demandé comment tenir compte du fait que tous les élèves ne réussiront pas ce que l'on attend d'eux. Cela suppose une adaptation du rôle de l'enseignant ou de l'enseignante. Dans ce contexte, des fiches d'observation seraient sans doute utiles, a-t-on fait remarquer.

Des questions ont été posées sur les modalités d'évaluation et de sanction, qui devraient être revues en profondeur. Il faudrait éviter, a-t-on pu entendre, que l'informatique devienne la seule considération en la matière.

La formation du personnel enseignant est une préoccupation importante. Le travail d'équipe est une piste souvent évoquée.

Il est certain qu'il faudra offrir beaucoup de soutien aux enseignantes et aux enseignants, et plus particulièrement aux nouveaux; il serait notamment intéressant qu'ils et elles puissent produire leur propre matériel didactique. On a signalé qu'il faudrait laisser du temps au personnel enseignant pour s'approprier les tâches intégratives, et ce, avant que le matériel didactique soit disponible; en effet, le matériel produit par les maisons d'édition pourrait venir figer les tâches. Le temps nécessaire pour préparer les apprentissages par projet est vu comme si important que certains se demandent si la majorité du personnel enseignant acceptera d'embarquer. Faut-il craindre alors un retour à l'enseignement magistral.

Des interrogations ont été formulées sur l'implantation elle-même. D'une part, on s'est demandé s'il était pertinent d'appliquer le Programme des programmes au primaire en septembre 2000, alors que les programmes disciplinaires de 2e et de 3e cycles ne seront pas encore connus. Quant à l'implantation au secondaire, elle est perçue comme plus difficile.

En somme, on sent à la fois une très nette volonté d'appropriation à l'égard de la réforme, notamment sur le plan conceptuel, et une certaine crainte sur le travail à venir. Ces craintes portent en particulier sur l'articulation des éléments du Programme de formation et sur le travail imposant qui sera exigé de la part du personnel enseignant. Chose certaine, de l'avis général, la fonction « soutien » ne devra pas être négligée!

L'évaluation des apprentissages

L'évaluation, sujet d'une seconde série d'ateliers, est perçue comme un dossier délicat, dont on suit l'évolution avec, à la fois, le plus grand intérêt et une certaine inquiétude.

Les participantes et participants ont rappelé que les parents avaient de grandes attentes à l'égard de l'évaluation et de la forme que prendra le bulletin. Quant aux élèves, il faudra bien les informer sur les changements à venir; dans une perspective de responsabilisation, l'évaluation devrait aider l'élève dans son parcours scolaire.

Les modifications apportées à l'évaluation sont un élément déterminant de la réforme. Le personnel enseignant devra donc être informé et instrumenté adéquatement, et il faudra faire les liens qui s'imposent entre les fondements de la réforme et les modalités d'évaluation. La formation continue aura avantage à commencer le plus tôt possible. Quant aux nouveaux maîtres, les universités auraient avantage à les préparer rapidement à tous ces changements.

On perçoit d'ailleurs l'évaluation comme une responsabilité de toute l'équipe-école. En ce sens, il faudrait ouvrir les portes de classes pour que tous et toutes travaillent de concert. Les directions d'école devraient profiter d'une formation pour pouvoir exercer leur leadership et accorder le soutien voulu au personnel enseignant.

Tout n'est pas encore clair pour tout le monde et on pourrait peut-être dire que, pour plusieurs, les questions sont encore plus nombreuses que les réponses. En voici d'ailleurs quelques-unes qui ont été formulées au cours des ateliers :

- Comment le Régime pédagogique tiendra-t-il compte de la réforme en cours, en matière d'évaluation?
- Le concept de bilan sera-t-il clarifié?
- Sur quoi reposera l'évaluation sommative à la fin du primaire?
- Quelle forme prendra l'évaluation à la fin du secondaire?
- Y aura-t-il une évaluation sommative des compétences transversales et celle-ci servira-t-elle à la sanction des études?
- Comment seront évalués les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage?
- Qu'arrivera-t-il à l'élève qui échoue à la fin d'un cycle?
- Le redoublement existera-t-il toujours?
- Comment les règles de passage s'appliqueront-elles à l'occasion d'un changement d'école?

En outre, on constate des divergences sur certains éléments, comme la communication des résultats aux parents, l'évaluation de l'effort en plus de celle des compétences, la nature du bulletin, l'évaluation des habiletés transversales, ou l'évaluation à l'occasion d'un changement de cycle.

En somme, on sent que, malgré des expériences menées dans différents milieux, l'évaluation selon ce nouveau modèle suppose des ajustements majeurs et profonds. ■

LA TABLE RONDE SUR LE PROCESSUS DE CHANGEMENT

La table ronde réunissait quatre personnes : Richard Langlois, directeur d'école à la Commission scolaire des Draveurs, Suzanne Jacob, conseillère pédagogique à la Commission scolaire de l'Énergie, Yolande Nantel, coordonnatrice du secteur du développement des compétences à la Commission scolaire de Montréal et M. Patrick Steven Nugent, conseiller en administration publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP).

M. Langlois a présenté un projet de recherche-action en résolution de problème dans lequel il est engagé depuis l'automne 1994, de concert avec l'Université du Québec à Hull. Il s'agit d'une formation qui permet à des directrices et directeurs d'école de se réunir pour discuter de leurs pratiques et de leurs problèmes pour ensuite dégager des solutions.

Le modèle retenu par Richard Langlois est celui de la Britannique Jean McNiff. Il consiste à mettre en spirale le plan, l'action, la réflexion et l'observation, pour ensuite enchaîner sur un nouveau plan et de nouvelles actions... et ainsi de suite! Comme il l'a fait valoir, « mon cheminement en formation continue m'a permis d'améliorer mes compétences en

matière de gestion du changement. Comme la formation continue est un véritable processus de développement humain, elle ne peut d'ailleurs qu'être au cœur des processus de changement en éducation ».

Suzanne Jacob est membre d'une équipe de recherche dont les membres viennent de commissions scolaires, du ministère de l'Éducation et de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le projet qu'elle a décrit constitue en quelque sorte une démarche de partenariat en formation continue en vue d'un changement de la pratique enseignante. L'approche utilisée est le développement des habiletés métacognitives, soit celles qui permettent à une personne de poser un regard sur sa propre démarche d'apprentissage.

Selon Mme Jacob, ce projet, qui est toujours en cours, est nettement transférable dans une formation à l'accompagnement pour l'appropriation, l'intégration et la maîtrise du nouveau curriculum.

Yolande Nantel a expliqué comment on abordait la réforme du curriculum à la Commission scolaire de Montréal. On veut à tout prix éviter d'y revivre les anciens modèles pyramidaux d'implantation et demeurer congruents avec les fondements constructivistes de la réforme.

Mme Jacob a évoqué les trois phases de tout changement, qui sont celles de l'exploration, de la préparation et de l'implantation. Dans sa commission scolaire, « Ça bouge déjà beaucoup! », explique-t-elle; plusieurs écoles en sont à la première phase, certaines étant toutefois parvenues à la deuxième.

Elle a aussi décrit certains écueils (par exemple, un net manque d'intérêt de plusieurs pour le travail en équipe, qui est pourtant l'une des clefs de la réforme), ainsi que des conditions facilitantes sur lesquelles il faut travailler. Celles-ci sont, à ses yeux, au nombre de cinq : un leadership pédagogique fort, une vision et une volonté communes, l'acceptation des zones de turbulence, l'émergence de groupes de pilotage du changement et la prise de risques. Citant Christophe Colomb, elle a conclu : « Le plus difficile, ce n'est pas de découvrir l'Amérique... c'est de quitter l'Espagne! »

Patrick Nugent s'est ensuite attaché à établir des liens entre ces trois présentations, tout en présentant les éléments clefs de la gestion du changement. Comme il l'explique, le changement est par définition complexe, chargé de paradoxes et de contradictions. Il faut donc tenir compte de façon assez systématique des effets en cascade et des imprévus.

Pour qu'un processus de changement soit réussi, il faut définir un but, puis mettre en place un processus clair et souple, qui se construit en spirale (planification, révision, adaptation...).

Puisque la confiance se bâtit, la « psychologie » des acteurs ne doit pas être négligée. Il faut bien comprendre qu'ils agissent, la nature humaine le veut ainsi, en fonction d'intérêts et d'enjeux qui leur sont propres. Ils bougeront s'ils en ressentent le besoin, ce sur quoi il faut donc travailler. On l'a dit souvent, une démarche de changement a d'autant plus de chances de réussir que les personnes en cause s'approprient ce changement, acceptent de s'y engager. Il est donc important de les aider à comprendre, par des activités de communication, de formation et de soutien. Il faut en outre avoir le doigté nécessaire pour utiliser la culture ou les valeurs des personnes comme leviers du changement, ou du moins pour éviter qu'elles constituent des barrières. Par ailleurs, une excellente stratégie consiste à bâtir des coalitions entre acteurs complémentaires.

Tout cela sans oublier ces ingrédients essentiels que sont une vision forte et un leadership capable de s'en faire le porteur. ■

M. Patrick Steven Nugent
Conseiller en administration publique, École nationale d'administration publique (ENAP)

Mme Suzanne Jacob
Conseillère pédagogique, Commission scolaire de l'énergie

M. Richard Langlois
Directeur d'école, Commission scolaire des Draveurs

Mme Yolande Nantel
Conseillère pédagogique, Commission scolaire de Montréal

L'allocution de clôture de Robert Bisaillon

Robert Bisaillon
Sous-ministre adjoint
Éducation préscolaire,
Enseignement primaire et secondaire

Voici de larges extraits de l'allocution prononcée par le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, M. Robert Bisaillon, à la clôture des journées nationales sur le curriculum, le 8 juin dernier.

Je veux en premier lieu saluer l'engagement que, chacune et chacun, vous consentez depuis plusieurs mois à cette démarche — qui ne pouvait être que collective — de réflexion sur la mission de l'école, de renouvellement des pratiques professionnelles et des modèles d'intervention, de mobilisation de votre milieu, d'adhésion — que nous souhaitons contagieuse — aux fondements de la Réforme et à ses exigences.

Nous avons voulu — et vous avez aidé à forger cette volonté — que cette démarche soit la plus horizontale possible, où chacun et chacune assumerait sa part de l'aventure, en deviendrait responsable dans son organisation et en rendrait son organisation responsable.

S'il s'agit d'une rupture, au moins partielle, avec ce modèle vertical où toutes les initiatives étaient attendues et programmées à partir du Ministère, de façon à mieux assurer la dépendance quelquefois, c'est une rupture heureuse.

Mais, il s'agit surtout de la reconnaissance que les innovations et la rénovation des pratiques n'ont pas attendu cette réforme pour germer, qu'elles ont plutôt fait germer la Réforme, au moins pour ce qui est de ses dimensions les plus structurantes, soit une école plus autonome et plus en projet, et des démarches d'apprentissage plus attentives aux élèves et à leur manière d'apprendre.

Et, lorsque faisant écho au travail de ces équipes-écoles, la réforme cherche à s'étendre à toutes les interventions, partout, il faut avoir la préoccupation que cette expansion souhaitable ne néglige pas la passion nécessaire à leur réussite.

Comment, à partir de maintenant, concilier votre incontournable responsabilité et le soutien que vous réclamez, à bon droit, du Ministère, d'une manière qui soit complémentaire, interactive et constante?

Deux principes vont guider l'action du Ministère : assumer la responsabilité de l'implantation de ce qui constitue au sens propre une politique nationale, avec ses exigences de cohérence, d'universalité et d'équité; ne jamais remplacer la responsabilité des milieux, même si elle s'exprime selon une géométrie variable.

Le Ministère jouera donc les rôles d'instrumentation, d'accompagnement, de formation minimale et de mise en réseau, d'évaluation conjointe avec les milieux (copilotage, si vous préférez), de communication.

Le Ministère jouera son rôle d'instrumentation

- en déposant une version provisoire des programmes révisés, en publiant un document d'accompagnement des programmes pour la rentrée scolaire, qui ne sera pas un guide pédagogique cependant; mais qui contiendra plutôt une conception de l'apprentissage et de

l'évaluation; un rappel du Programme de formation; des exemples de tâches pour tous les domaines d'apprentissage; des suggestions d'approches pédagogiques;

- en publiant, comme il est réclamé, un cadre de référence, réunissant les éléments principaux relatifs aux fondements, au rationnel, à la rigueur scientifique, avec en référence les auteurs pertinents;

- en rendant disponible à chaque milieu, sous forme de vidéo, un outil-synthèse des principales dimensions pouvant faire l'objet de débat;

- en rendant disponible, d'ici quelques mois, une vidéo par discipline ou domaine;

- en rendant disponible dans le site des conseils d'établissement, vraisemblablement au mois d'août, un matériel suggérant les liens entre le projet éducatif et la réforme;

- en publiant à l'automne un premier cadre de référence sur l'évaluation des apprentissages.

Pour ce qui est de l'accompagnement, il s'exercera en particulier auprès des écoles ciblées. En outre, des chantiers seront ouverts sur le secondaire, sur la classe multiprogramme, sur le passage d'un cycle à l'autre et sur les liens entre les programmes et l'adaptation scolaire.

Dix millions de dollars sont alloués pour la formation du personnel. Des banques régionales de ressources seront créées; toutefois, la banque sera nationale du côté anglophone. Une journée nationale des sciences de l'éducation est prévue.

Le rôle d'évaluation s'exercera notamment auprès des écoles ciblées. En outre, un comité national d'encadrement sera mis en place. Les prochaines rencontres nationales et la journée MEQ-ADIGECS constitueront d'autres occasions d'évaluation.

Enfin, le Ministère jouera en matière de communication un rôle qui sera modulé, selon les événements et les circonstances.

Du côté des milieux scolaires, deux principes peuvent être soumis à la réflexion : faire émerger l'adhésion et l'engagement, ce qui exige du temps; faire émerger les besoins de formation... et y répondre.

Cette réforme arrive trop tard pour certains, trop tôt pour d'autres, ne sera pas assez ceci, sera trop cela... L'apprentissage permet l'erreur, parce qu'il s'inscrit dans la durée. Il faut accepter la possibilité d'erreur. On pourra durer, persister à condition d'être attentif aux nécessaires corrections de trajectoire, qui ne sont possibles que selon des outils d'évaluation, d'observation à tout le moins.

Nous avons en définitive une obligation de réussite, que nous partageons d'un pallier à l'autre, solidairement.

C'est pourquoi, l'urgence est là, l'année d'appropriation doit être mise à profit, tous les moyens, même modestes, à notre disposition doivent être utilisés. ■

Virage express est une publication du Secteur de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire
Robert Bisaillon
Sous-ministre adjoint

L'équipe de Virage express :
Esther Blais, Jean-Yves Daigle, Marjolaine Drouin, Maude Fortin, Michel Martel, Hubert Tremblay.

Ont collaboré à la publication de Virage express :

La Direction de la formation générale des jeunes
Margaret Rioux-Dolan, directrice
Claude Giroux, directeur adjoint

La Direction des communications
Daniel Legault, directeur

La Direction des ressources matérielles
Daniel Caron, directeur
Francine Bélanger, responsable des services linguistiques

Conception graphique :
Les Oranges Bleues

Photographe :
Gil Jacques

Impression :
Les impressions Intra Média

Distribution :
Ministère de l'Éducation

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation